

**ASSURANCE DES PRÊTS
AUX PARTICULIERS
ET A L'HABITAT**

**CREDIT
JASSURE**

NOTICE D'INFORMATION

ADI 831 - 01-2008

Le Prêteur a adhéré, pour son compte et celui de ses emprunteurs, à un contrat d'assurance de groupe souscrit par l'intermédiaire de la SARL ADICAM, société de courtage d'assurances du Crédit Agricole auprès de compagnies d'assurances sur la vie ci-après dénommées "l'Assureur". Les risques Décès / Perte Totale et Irréversible d'Autonomie sont garantis en coassurance par CNP ASSURANCES apéritureur et PREDICA pour une quote-part de 50 % chacun, les risques Incapacité Temporaire Totale et Perte

d'Emploi étant assurés par CNP IAM.

Toute personne admise au contrat prend la qualité d'Assuré(e) et est ainsi dénommée ci-après.

Toute action dérivant du présent contrat se prescrit par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance, conformément aux articles L 114-1 et L 114-2 du Code des assurances. L'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception ou la désignation d'un expert en cas de sinistre interrompt le délai de prescription.

1. OBJET DU CONTRAT

Le contrat a pour but de garantir l'Assuré(e) contre la survenance des risques de Décès, de Perte Totale et Irréversible d'Autonomie, d'Incapacité Temporaire

Totale et, selon le choix de l'Assuré(e), de perte d'emploi, par le versement au Prêteur des prestations prévues au contrat.

2. CONDITIONS DE VOTRE ADHÉSION hors garantie Perte d'emploi

Vous êtes assurable si votre âge, lors de la signature de votre demande d'adhésion, est compris entre 12 ans et l'âge limite d'adhésion indiqué aux dispositions particulières.

Sous cette condition, l'assurance est obligatoire

- si vous êtes vous-même l'unique emprunteur,
- si vous êtes conjoint, partenaire de PACS ou concubin, coemprunteur ou caution, et seule personne assurable.

Elle est facultative

- si votre (vos) coemprunteur(s) est (sont) assuré(s) pour ce même financement,
- si vous êtes conjoint, partenaire de PACS ou concubin et que vous avez la seule qualité de caution, si vous êtes dirigeant de droit ou associé de

personne morale emprunteuse,

- si vous êtes personne physique caution assumant de fait le remboursement du financement,
- si vous êtes caution agissant en qualité d'administrateur légal d'un emprunteur, enfant mineur ou incapable en tutelle.

Pour adhérer à l'assurance, vous devez compléter un questionnaire de santé et pouvez, avant toute décision, être appelé à vous prêter à un contrôle médical à la demande de l'Assureur, ou être invité à produire par correspondance copie des documents se rapportant à votre état de santé.

Ces formalités doivent être effectuées tous les 10 ans pour les ouvertures de crédit et les crédits permanents renouvelables.

3. PRISE D'EFFET DE VOTRE CONTRAT

3 - 1 DECISION DE L'ASSUREUR ET NOTIFICATION

Au terme de l'examen de votre dossier, l'Assureur peut :

- **ACCEPTER** la demande :
 - ♦ au taux de base du contrat,
 - ♦ ou à un taux majoré.

Dans les deux cas, cette acceptation peut être donnée :

- ♦ sans réserve : elle vaut pour tous les risques à couvrir,
- ♦ avec réserve : elle écartera alors certaines pathologies ou certaines garanties.
- **AJOURNER** la décision. Dans ce cas, vous devrez présenter une nouvelle demande d'adhésion à la fin du délai d'ajournement qui vous sera indiqué.

- **REFUSER** la demande.

Vous serez informé(e) par écrit :

- de l'acceptation avec réserve et/ou avec taux majoré : cette lettre précisera le taux de prime ainsi que les risques couverts.
- de l'ajournement ou du refus de la demande.

L'acceptation au taux de base sans réserve ne fait l'objet d'aucune notification particulière.

La durée de validité de l'acceptation de l'Assureur est fixée à un an à compter de l'envoi à l'Assuré(e) de la lettre de notification, ou à défaut à compter de la date de signature de la demande d'adhésion. Si avant la fin de ce délai la prise d'effet de l'assurance n'est pas intervenue ou si l'offre de prêt devient caduque, la demande d'adhésion devra être renouvelée.

3 - 2 DATE DE PRISE D'EFFET DE VOTRE ASSURANCE

Votre assurance prend effet à la plus tardive des deux dates suivantes :

- date mentionnée dans le contrat ou l'offre de prêt
- date d'accord de l'Assureur notifié au Prêteur.

Pendant les 90 jours qui suivent la date de signature de votre demande d'adhésion, tout décès accidentel donne lieu au versement de la prestation prévue en cas de décès sauf décision de rejet ou d'ajournement déjà notifiée par l'Assureur au Prêteur. **L'accident s'entend de toute action soudaine et imprévisible provenant directement d'une cause extérieure et qui**

a pour conséquence une atteinte corporelle non intentionnelle de la part de l'Assuré(e).

ATTENTION : Si une évolution de votre état de santé survient avant la date de prise d'effet de l'assurance, vous êtes tenu d'en informer l'Assureur par l'intermédiaire du Prêteur, sous peine de nullité de l'assurance (art. L 113-8 et L 113-9 du Code des assurances).

4. GARANTIES DE VOTRE CONTRAT

Parmi les garanties suivantes, seules vous concernent les garanties précisées sur votre demande d'adhésion en fonction de la nature de votre prêt et, le cas échéant, au courrier vous notifiant la décision de l'Assureur.

4 - 1 DECES OU PERTE TOTALE ET IRRÉVERSIBLE D'AUTONOMIE (P.T.I.A.)

Définition : Un Assuré est en état de P.T.I.A. lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

1. L'invalidité dont il est atteint le place dans l'impossibilité définitive de se livrer à toute occupation et/ou à toute activité rémunérée ou lui donnant gain ou profit.
2. Cette invalidité le met définitivement dans l'obligation de recourir à l'assistance totale et constante d'une tierce personne pour l'ensemble des actes ordinaires de la vie (se laver, s'habiller, se nourrir, se déplacer).
3. La date de réalisation du risque reconnue par l'Assureur se situe avant l'âge limite indiqué aux dispositions particulières.

Prestation : l'Assureur verse le solde des prêts en capital et intérêts, tel qu'il ressort du tableau d'amortissement arrêté à la date de survenance du décès ou de reconnaissance par l'Assureur de l'état de P.T.I.A. à l'exclusion des intérêts courus depuis cette date. Pour les ouvertures de crédit, l'Assureur verse la somme précisée aux dispositions particulières.

Le versement de la prestation en cas de P.T.I.A. est subordonné au résultat d'un contrôle médical initié par l'Assureur qui fixera alors la date de réalisation du risque.

4 - 2 INCAPACITE TEMPORAIRE TOTALE (ITT)

4 - 2 - 1 Définition : Un Assuré est en état d'ITT lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

1. Il se trouve, à la suite d'un accident ou d'une maladie, dans l'incapacité, reconnue médicalement, d'exercer une activité quelconque, professionnelle ou non, même à temps partiel.
2. Cette incapacité est continue et persiste **au-delà de la période de franchise**. Par période de franchise on entend une période d'interruption continue d'activité au titre de laquelle aucune prestation n'est due. Elle débute au premier jour de cette interruption et sa durée est indiquée aux dispositions particulières.

3. Cette incapacité doit être justifiée par la production des pièces prévues à l'article 6-2 « Pièces justificatives à fournir ».

La garantie ITT ne s'applique ni aux opérations d'ouvertures de crédit et crédits permanents renouvelables ni durant la phase de différé total en capital et intérêts pour les crédits en comportant, ni aux crédits non amortissables (remboursement en une seule fois du capital et des intérêts), ni aux crédits d'une durée inférieure ou égale à 12 mois.

4 - 2 - 2 Cas particuliers

- ITT en cas de grossesse : les ITT survenant pendant la grossesse ou après accouchement ne seront prises en charge qu'en dehors de la période du congé légal de maternité, même en cas de « grossesse pathologique ». Si l'ITT se prolonge au-delà de la date d'expiration du congé légal, elle donne lieu, dans tous les cas, à application d'une nouvelle période de franchise décomptée à partir du lendemain de cette date d'expiration.
- ITT successives: toute nouvelle ITT survenant moins de 90 jours après la fin d'une prise en charge par l'Assureur sera indemnisée sans nouvelle période de franchise.

4 - 2 - 3 Prestations :

Tous prêts pris en charge confondus, l'Assureur règle au Prêteur, dans la limite d'un plafond mensuel fixé aux dispositions particulières, les échéances :

- en capital et intérêts pour les prêts en cours d'amortissement,
- en intérêts seulement pour les prêts en période de différé d'amortissement du capital avec paiement régulier d'intérêts pendant cette période,
- en intérêts seulement pour les prêts amortis en capital en une seule fois au terme mais avec paiement régulier d'intérêts, la partie en capital de la dernière échéance n'est pas prise en charge.

Prêts à échéances modulables par l'emprunteur quelle qu'en soit l'appellation commerciale : aucune majoration d'échéance ne peut intervenir pendant une prise en charge au titre de la garantie Incapacité Temporaire Totale (ITT). Les échéances prises en charge seront celles en vigueur à la veille du sinistre.

La prise en charge s'effectue, après période de franchise, au prorata du nombre de jours d'incapacité, dûment justifiés, et acceptés par l'Assureur. Le versement des prestations est donc subordonné à la présentation des justificatifs et au résultat d'un contrôle médical initié par l'Assureur. En outre, l'Assureur est susceptible d'effectuer des contrôles médicaux pendant toute la durée de l'incapacité, dont la conséquence peut être la poursuite ou l'arrêt de l'indemnisation.

L'Assureur n'est pas tenu de suivre les décisions de la Sécurité Sociale ou d'un organisme assimilé.

4 - 2 - 4 Cessation du versement des prestations

- l'Assuré(e) qui bénéficie de prestations en

espèces d'un régime de protection sociale cesse d'être pris en charge :

- dès qu'il n'est plus en mesure de fournir les attestations de versement de ces prestations.
- dès qu'il bénéficie de prestations d'invalidité partielle ou d'incapacité partielle (indemnités journalières pour temps partiel thérapeutique, pension d'exploitant agricole invalide aux 2/3, pension de première catégorie pour les salariés...).
- La prise en charge cesse également dès le moment où, **après contrôle médical initié par l'Assureur**, l'Assuré(e) est reconnu(e) capable d'exercer une activité professionnelle ou non professionnelle même partielle.

5. EXCLUSIONS DE VOTRE CONTRAT

Sont exclus pour les garanties décès, P.T.I.A. et ITT :

- Le suicide de l'Assuré(e) dans la première année d'assurance. Toutefois, pour les prêts destinés à l'acquisition du logement principal de l'Assuré(e), le suicide est couvert la première année, dans la limite d'un plafond de 120 000 €.
- Les accidents, blessures, maladies et mutilations, lorsque ces événements résultent d'un fait volontaire de l'Assuré(e).
- Les conséquences des faits de guerre civile ou étrangère, quels qu'en soient le lieu et les protagonistes, dès l'instant où l'Assuré(e) y prend une part active.
- Les conséquences des faits d'émeutes, d'insurrections, d'attentats et d'actes de

terrorisme, quels qu'en soient le lieu et les protagonistes, dès l'instant où l'Assuré(e) y prend une part active. Les gendarmes, les policiers, les pompiers et les démineurs dans l'exercice de leur profession ne sont pas visés par cette exclusion.

- Les risques aériens se rapportant à des compétitions, démonstrations, acrobaties, raids, vols d'essai, vols sur prototypes, tentatives de records.
- Les risques encourus sur véhicules terrestres à moteur à l'occasion de compétitions ou de rallyes de vitesse.
- Les effets directs ou indirects d'explosions, de dégagement de chaleur, d'inhalations, quand ils proviennent de la transmutation de noyaux d'atome.

6. RÈGLEMENT DES PRESTATIONS

Les prestations sont calculées selon la quotité (exprimée en pourcentage) portée sur votre demande d'adhésion.

Si plusieurs personnes sont assurées pour un même financement, les prestations de l'Assureur sont limitées aux montants dus au titre des prêts garantis et figurant sur le tableau d'amortissement, ou s'il s'agit d'une ouverture de crédit, à la somme précisée aux dispositions particulières.

Le remboursement des prêts doit se poursuivre jusqu'au versement par l'Assureur au Prêteur des prestations correspondant aux justificatifs transmis.

6 - 1 BÉNÉFICIAIRE DES PRESTATIONS : le Prêteur

est bénéficiaire acceptant des prestations garanties à concurrence des sommes qui lui sont dues. Le surplus éventuel est versé aux héritiers de l'Assuré(e) en cas de décès, et à l'Assuré(e) lui-même en cas de P.T.I.A.

6 - 2 PIÈCES JUSTIFICATIVES À FOURNIR :

~ En cas de décès :

- un bulletin de décès.
- un certificat médical indiquant en particulier si le décès est dû à une cause naturelle ou accidentelle et s'il est dû ou non à un risque exclu.

La déclaration doit être faite dans les jours qui suivent la survenance du décès.

~ En cas de Perte Totale et Irréversible d'Autonomie :

- une Attestation Médicale d'Incapacité-Invalidité préétablie, tenue à votre disposition au Crédit Agricole, à compléter par vos soins et avec l'aide de votre médecin.

En cas de refus du médecin d'utiliser ce document, vous devrez fournir, en plus de cette Attestation incomplète, un certificat médical confirmant :

- que vous êtes définitivement incapable d'exercer la moindre activité pouvant procurer gain ou profit et/ou de vous livrer à la moindre occupation,
- la date à laquelle cet état a revêtu un caractère définitif et la nature de la maladie ou de l'accident dont résulte l'invalidité,
- que votre état vous oblige à recourir à **l'assistance totale et constante d'une tierce personne pour accomplir l'ensemble des actes de la vie courante** (se laver, s'habiller, se nourrir, se déplacer).
- Une copie de la notification d'attribution d'une pension d'invalidité majorée pour tierce personne, si vous en bénéficiez.

Le dossier complet de demande de prise en charge doit être remis dans les jours qui suivent la survenance de l'invalidité et au plus tard dans un délai de deux ans, faute de quoi les prestations seront calculées à la date de réception du dossier par l'Assureur.

~ En cas d'Incapacité Temporaire Totale :

- une Attestation Médicale d'Incapacité-Invalidité préétablie, tenue à votre disposition au Crédit Agricole, à compléter par vos soins et avec l'aide de votre médecin.

En cas de refus du médecin d'utiliser ce document, vous devrez fournir, en plus de cette Attestation incomplète, un certificat médical indiquant :

- la nature de la maladie ou de l'accident ayant provoqué l'ITT,
- la date de l'accident ou de début de la maladie,
- la durée probable de l'incapacité.
- Joindre également :
 - pour les salariés, les bordereaux de paiement d'indemnités journalières ou une attestation de l'employeur en cas de subrogation, ou une copie de la notification par la Sécurité sociale de votre mise en invalidité de 2^{ème} ou 3^{ème} catégorie, ou une copie de la notification d'attribution d'une rente correspondant à un taux d'invalidité supérieur à 66 % ;
 - pour les fonctionnaires et assimilés, pendant les 6 premiers mois, une attestation de l'employeur justifiant les périodes d'arrêt de travail, puis au-delà, l'arrêté de position administrative ;
 - pour les retraités et les personnes sans profession, un certificat médical précisant les périodes d'incapacité à vos activités non professionnelles ;

- pour les autres, un certificat médical précisant les périodes d'arrêt de travail ou, le cas échéant, les bordereaux d'indemnités journalières d'un régime de protection sociale facultatif.

Le dossier complet de demande de prise en charge doit être remis à l'issue de la période de franchise et au plus tard dans un délai de 90 jours suivant cette date. A défaut, le début de la prise en charge sera la date de réception du dossier par l'Assureur.

Pour la poursuite de l'indemnisation, ces pièces doivent être fournies au rythme de leur renouvellement par l'organisme concerné, tous les trois mois pour le certificat médical et à la demande de l'Assureur pour l'Attestation Médicale d'Incapacité-Invalidité. A défaut de présentation de ces pièces, les prestations cessent d'être versées.

6 - 3 PRESTATIONS MAXIMA GARANTIES

Les prestations versées par l'Assureur au titre d'un ou plusieurs financements distincts consentis par le Prêteur sont limitées, par Assuré(e), aux montants indiqués aux dispositions particulières. Ces montants varient en fonction de l'âge de l'Assuré(e) à la date de réalisation du risque reconnue par l'Assureur.

6 - 4 CONCILIATION ET TIERCE EXPERTISE

Tout refus de prise en charge par l'Assureur suite à un contrôle médical, dès lors que ce refus n'est pas la conséquence d'une fausse déclaration intentionnelle, peut faire l'objet, à votre demande, d'une procédure de conciliation dans l'année qui suit ce contrôle.

Votre demande, formulée par écrit et adressée au Crédit Agricole, doit indiquer que vous sollicitez la mise en place de cette procédure et être accompagnée d'un certificat du médecin que vous désignerez pour vous représenter. Cette lettre, destinée à CNP Assurances, doit lui parvenir dans un délai de 90 jours suivant le contrôle médical pour permettre la mise en place de cette procédure. Le certificat doit détailler votre état de santé au jour du dernier contrôle médical effectué par CNP Assurances et indiquer son évolution depuis cette date. Votre demande doit en outre, mentionner que vous acceptez les règles de la procédure de conciliation indiquées ci-après.

Votre médecin et le médecin conseil de l'Assureur rechercheront une position commune relative à votre état de santé. L'accord éventuel des parties sera formalisé par la signature d'un procès-verbal d'accord. Si cet accord n'est pas obtenu, l'Assureur invitera alors son médecin conseil et votre médecin à désigner un médecin tiers.

Les conclusions de cet expert s'imposent aux parties dans le cadre de la procédure de conciliation.

Quelle que soit l'issue de cette conciliation, vous prendrez en charge les frais et honoraires de votre médecin ainsi que la moitié des frais et honoraires du médecin tiers.

En tout état de cause, vous conservez, ainsi que l'Assureur, la faculté d'exercer une action en justice.

CONDITIONS SPÉCIFIQUES RÉGISSANT LA GARANTIE PERTE D'EMPLOI

La garantie Perte d'Emploi est une garantie facultative que vous pouvez souscrire pour les prêts amortissables destinés à l'acquisition, la construction ou rénovation d'une résidence principale ou secondaire non locative.

Elle ne s'applique ni aux opérations d'ouvertures de

crédit et crédits permanents renouvelables, ni durant la phase de différé total en capital et intérêts pour les crédits en comportant, ni aux crédits non amortissables (remboursement en une seule fois du capital et des intérêts), ni aux crédits d'une durée inférieure ou égale à 12 mois.

7. CONDITIONS DE VOTRE ADHÉSION

Pour adhérer vous devez remplir les conditions suivantes :

- ⇒ avoir moins de 50 ans (date anniversaire) à la date de signature de votre demande d'adhésion.
- ⇒ être salarié d'un seul employeur et titulaire d'un contrat de travail à durée indéterminée, ouvrant droit, en cas de licenciement, au versement des allocations d'assurance chômage ou de conversion (versées par les ASSEDIC ou autres organismes prévus aux articles L. 351-21 et L. 351-22 du Code du travail. Le terme "ASSEDIC" employé dans le présent contrat regroupe ces différents organismes).
- ⇒ ne pas être au moment de la signature de la demande d'adhésion, en préavis de licenciement.
- ⇒ avoir demandé simultanément votre admission aux garanties décès-F.T.I.A.

7-1 Votre garantie Perte d'emploi ne prend effet que si vous êtes accepté(e) pour la garantie décès. La date de prise d'effet est alors identique à celle de la garantie décès.

7-2 Définition

Pour la mise en œuvre de la garantie Perte d'Emploi, les conditions suivantes doivent être réunies :

- vous êtes en situation de chômage total résultant d'un **LICENCIEMENT**,
- ce LICENCIEMENT a mis fin à une période d'activité salariée d'au moins une année entière sous contrat de travail à durée indéterminée chez un employeur unique,
- vous avez droit aux allocations d'assurance chômage ou de conversion prévues aux articles L. 351-3 et L. 353-1 du Code du travail.

La garantie Perte d'Emploi est soumise à une période d'attente, d'une durée de 365 jours, qui débute à la date de prise d'effet de l'assurance. Un licenciement notifié au salarié durant cette période ne donne jamais lieu à prise en charge même si la situation de chômage se prolonge au-delà de ces 365 jours.

7-3 Prestations

Après acceptation du dossier, l'Assureur règle les prestations au Prêteur, **au prorata du nombre de jours de chômage dûment justifiés.**

Les prestations sont calculées ainsi pour chaque prêt garanti :

- le montant de l'échéance figurant sur le tableau d'amortissement est limité à 3 500 euros par mois.
- la prestation versée est égale à 50 % du résultat ainsi obtenu.

Sont prises en considération les échéances :

- en capital et intérêts pour les prêts en cours d'amortissement.
- en intérêts seulement pour les prêts en période de différé d'amortissement du capital avec paiement régulier d'intérêts pendant cette période,
- en intérêts seulement pour les prêts amortis en capital en une seule fois au terme mais avec paiement régulier d'intérêts, la partie en capital de la dernière échéance, n'est pas prise en charge.

Prêts à échéances modulables par l'emprunteur quelle qu'en soit l'appellation commerciale : aucune majoration d'échéance ne peut intervenir pendant une prise en charge au titre de la garantie perte d'emploi. Les échéances prises en charge seront celles en vigueur à la veille du sinistre.

7-4 Franchise

Les prestations sont dues à l'expiration d'une période de franchise. Cette période, **d'une durée de 90 jours d'indemnisation continue par les ASSEDIC**, ne donne jamais lieu à prise en charge.

Précisions :

- Une indemnisation par la Sécurité Sociale au titre de l'assurance maladie ou maternité pendant la période de franchise suspend le décompte des 90 jours jusqu'à reprise de l'indemnisation par les ASSEDIC.
- Une reprise d'activité professionnelle pendant la période de franchise entraîne l'application d'une nouvelle période de 90 jours si l'Assuré(e) justifie d'une nouvelle situation de chômage, indemnisée par les ASSEDIC qui fait suite à l'un des événements suivants :
 - un licenciement,
 - une fin de contrat à durée déterminée,
 - une période d'essai non concluante,
 - une fin de stage de formation professionnelle.

7-5 Reprise temporaire d'activité en cours d'indemnisation

- Une reprise d'activité professionnelle d'une durée **inférieure ou égale à 180 jours** ou bien une prise en charge par la Sécurité Sociale au titre de l'assurance maladie ou maternité n'ont qu'un **effet suspensif sur le versement des prestations**. L'Assureur reprend ses versements sur production des récépissés mensuels attestant de la reprise du versement des allocations d'assurance des ASSEDIC.

- Une reprise d'activité professionnelle d'une durée **supérieure à 180 jours** met fin au versement des prestations. Toutefois, l'Assuré(e) pourra bénéficier ultérieurement, après application d'une nouvelle période de franchise de 90 jours, d'une ou plusieurs autres périodes d'indemnisation, s'il justifie d'une nouvelle situation de chômage total, indemnisée par les ASSEDIC faisant suite à l'un des événements suivants :

- ⇒ un licenciement,
- ⇒ une fin de contrat à durée déterminée,
- ⇒ une période d'essai non concluante,
- ⇒ une fin de stage de formation professionnelle.

7 - 6 Indemnisation simultanée de coemprunteurs

Si plusieurs assurés au titre d'un prêt ont droit en même temps à prise en charge, le total des prestations ne peut excéder le montant de l'échéance.

8. LES EXCLUSIONS DE LA GARANTIE PERTE D'EMPLOI

Ne peut donner lieu à indemnisation :

- Le chômage résultant de votre démission, même indemnisé par les ASSEDIC.
- Le chômage à l'issue ou en cours d'un contrat de travail à durée déterminée, sauf application des articles 7 - 4 (*Précisions*) ou 7 - 5 (*Reprise temporaire d'activité en cours d'indemnisation*).
- Le chômage résultant du licenciement d'un Assuré(e) salarié de son conjoint, d'un ascendant, d'un descendant, d'un collatéral, d'un coemprunteur ou salarié d'une personne morale contrôlée ou dirigée par lui-même, son conjoint, par un ascendant, par un descendant, par un collatéral ou par un coemprunteur.
- La Perte d'Emploi résultant d'un accord entre employeur et salarié dit départ négocié (même indemnisée par les ASSEDIC).
- Le chômage partiel ou saisonnier.
- Le chômage non indemnisé par les ASSEDIC.
- Toute forme de cessation d'activité dont la réglementation n'implique pas la recherche d'un nouvel emploi.
- La rupture du contrat de travail, en cours ou à l'issue d'une période d'essai, sauf application des articles 7 - 4 (*Précisions*) ou 7 - 5 (*Reprise temporaire d'activité en cours d'indemnisation*).

9. LE RÈGLEMENT DES PRESTATIONS

9 - 1 Pièces justificatives à fournir

- ⇒ votre lettre de licenciement
- ⇒ le certificat de travail précisant la nature du contrat de travail qui a pris fin (ou, à défaut, le contrat de travail).
- ⇒ l'avis d'admission aux allocations d'assurance servies par les ASSEDIC.

La déclaration doit être faite à l'issue de la période de franchise (91^{ème} jour d'indemnisation par les ASSEDIC) et au plus tard dans un délai de 90 jours suivant cette date. À défaut, le début de la prise en charge sera la date de réception du dossier par l'assureur.

Quand l'assureur a accepté la demande de prise en charge, vous devez adresser au Crédit Agricole, dans les meilleurs délais, les récépissés mensuels de versement des allocations d'assurance servies par les ASSEDIC. Ils conditionnent le versement des prestations.

Dans les cas suivants, vous devez fournir des documents complémentaires :

- Au terme d'une période de prise en charge par la Sécurité Sociale au titre de l'assurance maladie ou maternité : les bordereaux de versement des prestations correspondants.
- A l'issue d'une reprise temporaire d'activité, le ou les certificats de travail, et, si la reprise est supérieure à 180 jours :

- la lettre de licenciement ou la notification de l'employeur mettant fin à la période d'essai non concluante ou le contrat de travail à durée déterminée ou le certificat de stage,
- l'avis de réadmission (ou de prolongation) aux allocations d'assurance versées par les ASSEDIC.

NOTA : L'Assureur peut demander toute pièce complémentaire nécessaire à l'appréciation du dossier.

9 - 2 Durée de versement des prestations

- ⇒ La durée de versement des prestations est au maximum de 365 jours d'indemnisation continue ou discontinue. Pour bénéficier d'une nouvelle indemnisation, vous devez préalablement répondre aux conditions requises à l'article 7-2 « Définition de la garantie ». **Toutefois, la durée totale d'indemnisation ne peut excéder 1460 jours au total.**

En outre, les prestations sont versées :

- ⇒ jusqu'à la date à laquelle vous reprenez une activité rémunérée totale ou partielle,
- ⇒ jusqu'à la date de prise en charge par la Sécurité Sociale au titre de l'assurance maladie, maternité.
- ⇒ jusqu'aux dates de cessation de la garantie définies à l'article 11.

CLAUSES GÉNÉRALES A L'ENSEMBLE DES GARANTIES

10. PRIMES D'ASSURANCE

L'Assuré(e) ou l'emprunteur personne morale s'engage à payer au Prêteur les primes d'assurance aux conditions fixées par l'Assureur.

Si vous êtes accepté(e) au taux de base sans réserves, les conditions tarifaires sont indiquées dans le contrat ou l'offre de prêt. Dans les autres

cas, elles sont précisées dans le courrier vous informant de la décision de l'Assureur.

Une prise en charge au titre de l'Incapacité Temporaire Totale ou de la Perte d'Emploi ne suspend pas l'obligation de paiement de vos primes d'assurance.

11. DURÉE DES GARANTIES DE VOTRE CONTRAT

Les garanties de votre contrat et le versement des prestations cessent en cas :

- de non-paiement des primes et après mise en œuvre des formalités de l'article L 141-3 du Code des assurances,
- de non-renouvellement des formalités médicales à l'issue de la 10^e année d'assurance pour les ouvertures de crédit et les crédits permanents renouvelables,
- de mise en jeu de la garantie PTIA,
- de survenance de l'échéance finale du financement ou de remboursement total anticipé du financement,
- d'exigibilité du financement avant terme,
- de transfert du financement à un autre emprunteur,
- de départ de l'Assuré(e), associé ou dirigeant de droit de la personne morale emprunteuse, dans la mesure où il résilie son engagement de caution,

- et en tout état de cause, au plus tard à l'âge limite de couverture fixé pour chaque garantie dans les dispositions particulières,

Pour la Perte d'Emploi uniquement (en plus des clauses ci-dessus) :

- au 1460^{ème} jour d'indemnisation,
- au jour où vous bénéficiez du statut de travailleur non salarié ou cessez d'exercer toute activité professionnelle. Vous êtes tenu(e) d'informer le Crédit Agricole de ce changement de situation. En cours de prêt, vous pourrez toujours réintégrer le groupe assuré, sur demande écrite et sous réserve de la reprise du paiement des primes, dans le cas où vous reprendriez une activité professionnelle salariée exercée sous C.D.I.
- à la date de mise à la retraite ou préretraite

Réclamation - Médiation : Toute demande de précision ou réclamation sur l'application du présent contrat doit être adressée à l'Assureur par l'intermédiaire du Crédit Agricole. En cas de désaccord persistant avec la position définitive de l'Assureur, et après conciliation éventuelle, le Médiateur de CNP Assurances peut être saisi par une demande, écrite et signée, l'autorisant à prendre connaissance de l'ensemble du dossier et

en particulier des pièces médicales confidentielles.

Les modalités de la procédure de médiation sont communiquées sur demande adressée au Secrétariat du Médiateur de CNP Assurances - 4, place Raoul Dautry - 75716 PARIS Cedex 15.

Le rôle du Médiateur consiste à rendre un avis sur les dossiers en litige et les parties conservent le droit de saisir les tribunaux.

Les données vous concernant sont destinées à CNP Assurances, PREDICA, aux réassureurs et à votre Caisse Régionale de Crédit Agricole. Elles sont obligatoires pour la gestion de votre contrat d'assurance.

Par ailleurs, conformément à la loi "Informatique, fichiers et libertés" du 6 janvier 1978 modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, votre Caisse régionale de Crédit Agricole pourra vous adresser des offres sur ses produits et services sauf opposition de votre part. Dans ce cas, vous lui adresserez un courrier en ce sens.

Conformément à la même loi, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification relatif aux informations vous concernant que vous pouvez exercer à tout moment en vous adressant à CNP Assurances - Correspondant Informatique et Libertés - 4, place Raoul Dautry - 75015 PARIS.

CNP ASSURANCES, SA au capital de 534 151 292 € entièrement libéré, 441 727 062 RCS Paris.

CNP IAM, S.A. au capital de 30 500 000 € entièrement libéré, 353 024 189 RCS Paris.

Siège Social : 4, place Raoul Dautry - 75716 PARIS CEDEX 15.

PREDICA S.A. au capital de 915 874 005 € entièrement libéré, 304 028 123 RCS Paris, Siège social : 50-56 rue de la Procession - 75015 PARIS.

Entreprises régies par le Code des assurances.

Autorité chargée du contrôle des assureurs : Autorité de contrôle des Assurances et des Mutuelles - 61, rue Tailbout - 75436 PARIS CEDEX 09.